



SA I.CERAM

PARC D ESTER

1 RUE COLUMBIA

87068 LIMOGES CEDEX

COMPTES CONSOLIDES

au 30/06/2020

Activité : Fabrication appareils médicochirurgicaux

SOMMAIRE

BILAN	PAGE 3
COMPTE DE RESULTAT	PAGE 4
TABLEAU DES FLUX	PAGE 5
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	PAGES 6 ET S.

BILAN CONSOLIDE

Présenté en Euros

ACTIF	30/06/20	30/06/19	31/12/19
	Net	Net	Net
Actif immobilisé			
Ecarts d'acquisition	0	0	0
Immobilisations incorporelles	372 160	429 406	394 926
Immobilisations corporelles	2 132 795	2 675 702	2 463 967
Immobilisations financières	279 018	407 826	414 979
Titres mis en équivalence	14 346	0	23 474
Actif circulant			
Stocks et en-cours	2 009 992	2 121 563	1 894 508
Clients et comptes rattachés	347 518	407 987	417 824
Autres créances et comptes de régularisations	667 481	1 725 819	864 022
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	722 898	517 018	124 944
TOTAL DE L'ACTIF	6 546 208	8 285 322	6 598 644
PASSIF	30/06/20	30/06/19	31/12/19
Capitaux propres (part du groupe)			
Capital	590 914	590 914	590 914
Prime d'émission	3 919 948	6 725 074	6 725 074
Réserves et résultats consolidés	-1 272 632	-1 846 327	-3 210 937
Autres			
Total des Capitaux Propres	3 238 230	5 469 661	4 105 051
Intérêts minoritaires	1 401	1 150	1 401
Autres fonds propres	25 000	25 000	25 000
Provisions	100 263	113 834	57 018
Dettes			
Emprunts et dettes financières diverses	1 677 458	1 457 697	1 270 196
Fournisseurs et comptes rattachés	910 800	596 026	656 599
Autres dettes et comptes de régularisations	593 056	621 953	483 379
TOTAL DU PASSIF	6 546 208	8 285 322	6 598 644

COMPTES DE RESULTAT CONSOLIDE

Présenté en Euros

	30/06/20	30/06/19	31/12/19
Chiffres d'affaires	690 301	823 940	1 623 667
Autres produits d'exploitation	475 474	257 526	208 595
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 165 775	1 081 466	1 832 262
Achats consommés	311 027	275 544	588 585
Frais de personnel	572 650	859 846	1 596 650
Autres charges d'exploitation	587 398	778 371	1 381 419
Impôts et taxes	28 345	41 563	74 862
Dotations aux amortissements et provisions	447 540	363 015	847 445
CHARGES D'EXPLOITATION	1 946 959	2 318 338	4 488 961
RESULTAT D'EXPLOITATION	-781 184	-1 236 872	-2 656 699
Produits financiers	16 260	9 589	3 551
Charges financières	175 578	77 819	154 285
RESULTAT FINANCIER	-159 317	-68 231	-150 734
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES	-940 501	-1 305 103	-2 807 433
Charges et produits exceptionnels	77 963	28 779	94 903
Produits / charges d'impôts sur les résultats	-24 769	-11 939	-19 888
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	-837 769	-1 264 385	-2 692 642
Dotations amortissement écart d'acquisition	0	0	0
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	49 419	42 155	71 424
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	-887 189	-1 306 540	-2 764 066
Intérêts minoritaires	331	423	767
RESULTAT NET PART DU GROUPE	-887 520	-1 306 963	-2 764 833
Résultat par action	-0,15	-0,22	-0,47
Résultat dilué par action	-0,15	-0,22	-0,47

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En euros	du 01/01/2020 au 30/06/2020	Exercice Précédent 31/12/19
Résultat net des sociétés intégrées	-887	-2 764
<u>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie</u>		
Amortissements et provisions	607	808
Variation des impôts différés	-18	-18
Quote-part de résultat dans les sociétés mises en équivalence	44	138
Plus-values de cession, nettes d'impôt	0	10
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	-255	-1 826
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	405	1 019
Flux net de trésorerie généré par l'activité	150	-807
Acquisitions d'immobilisations	-65	-583
Subvention d'investissement	68	0
Cessions d'immobilisations	38	11
Variation de périmètre	0	0
Produits de cessions d'éléments d'actifs immobilisé	0	0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	41	-572
Augmentation de capital	0	0
Prise de participation dans société en équivalence	0	-67
Remboursement des avances conditionnées	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-5	-224
Autres flux liée aux opérations de financement (Crédit-Bail)	-45	53
Nouveaux emprunts et dettes financières	406	30
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	355	-208
Variation de trésorerie	546	-1 587
Trésorerie à l'ouverture	125	1 712
Trésorerie nette à la clôture	671	125

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES ANNUELS

Les informations ci-après constituent l'Annexe des comptes faisant partie intégrante des états financiers présentant les comptes consolidés pour la période de 6 mois du 01/01/2020 au 30/06/2020.

Le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie et les notes annexes sont présentés en euros.

1. RÉFÉRENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'ÉVALUATION

Les comptes consolidés du Groupe I.CERAM clos au 30 juin 2020 sont établis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur en France et notamment le plan comptable général, le règlement n° 99-02 du Comité de la Réglementation Comptable.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice,
- Indépendance des exercices.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Continuité d'exploitation :

Depuis sa création, la société a financé ses activités et en particulier sa recherche et développement au moyen de trois augmentations de capital et du crédit d'impôt recherche, le financement de son outil de production par des subventions, emprunts, avances remboursables. En continuité depuis 2015, sur 2019 la société a procédé avec succès aux premières implantations d'une cranioplastie CERAMIL® chargée en antibiotique au niveau de la voûte crânienne chez un jeune patient (14 ans) victime d'un accident de la route en Afrique du Sud, d'un implant fémoral CERAMIL® chargé en antibiotique dans le fémur d'une patiente atteinte d'une infection osseuse liée à un staphylocoque doré, du sternum CERAMIL® au Canada chez une patiente

atteinte d'une tumeur sternale et enfin de la première pose d'un sternum en céramique poreuse en Allemagne. À ce jour, la Société par le développement de sa céramique chargée ou non en molécules actives, continue sa stratégie fondée sur la recherche et le développement, qui vise à se développer sur des marchés actuellement non pourvus, à coût de santé public qui ce compte par plusieurs centaines de milliers d'euros. En s'appuyant sur une technologie de rupture, sans concurrent, et pour lesquels une demande existe de la part des chirurgiens en manque de réponses pour certains de leurs patients à lourds traitements chirurgicaux la société a progressé sur ce nouveau marché de plus de 66%.

En outre sont survenus la crise sanitaire évolutive du Covid-19 et, en France et dans de nombreux pays, des mesures de confinement puis de déconfinement. La situation dans le contexte actuel est incertaine et évolutive et, à ce stade, les impacts sur l'activité entraînent une baisse de chiffre d'affaires de près de 15 %.

Les flux opérationnels prévisionnels et le niveau de trésorerie à date d'arrêté des comptes étant insuffisants pour financer l'activité et développer la stratégie de recherche et développement de la société au cours des douze prochains mois, la direction a engagé des discussions avec ses différents partenaires et a pu trouver des solutions telles que :

- les reports des échéances de crédit-baux de 6 mois avec prolongation des durées dans le temps à 7 ans ;
- le report des échéances des prêts BPI et de l'avance remboursable de la région Nouvelle-Aquitaine ;
- le décalage de 6 mois du paiement des cotisations URSSAF ;
- obtention du prêt garanti par l'état d'un montant de 25 % du chiffre d'affaires 2019.

Par ailleurs, l'actionnaire majoritaire (la holding Investissement Développement qui détient 53% du Capital de I.Ceram), s'est engagée à soutenir le groupe afin qu'elle puisse faire face à ses engagements. Elle s'engage de continuer à la soutenir afin qu'elle puisse faire face à ses engagements et ainsi poursuivre le plus normalement son activité, voir prendre part financièrement à d'éventuels plans de restructuration que le groupe ne pourrait financer elle-même et ce jusqu'à la date de l'assemblée générale approuvant les comptes au 31/12/2020.

Enfin, la société ne s'interdit pas d'étudier différentes options de financement (dette ou capital) afin d'adapter à plus long terme sa structure financière à ses besoins.

Sur cette base, la direction a arrêté les comptes en application du principe de continuité d'exploitation. Toutefois, cette situation génère une incertitude significative sur la continuité d'exploitation car, si l'ensemble de ces hypothèses ne se réalisait pas la société pourrait ne pas être en mesure de réaliser ses actifs et de régler ses dettes dans le cadre normal de son activité. L'application des règles et principes

comptables français, concernant notamment l'évaluation des actifs et des passifs dans un contexte de continuité d'exploitation, pourrait s'avérer alors inappropriée.

Recours à des estimations

Pour établir ces informations financières, la Direction de la société doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent la valeur comptable des éléments d'actif et de passif, des produits et des charges, ainsi que les informations données en notes annexes.

La Direction de la société procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables et qui constituent le fondement de ces appréciations. Les montants qui figureront dans les futurs états financiers sont susceptibles de différer des estimations présentes en fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes. Les principales estimations faites par la Direction pour l'établissement de ces états financiers concernent :

- La valorisation et les durées d'utilité des actifs opérationnels, corporels et incorporels,
- Les provisions sur immobilisations, stocks et créances clients,
- Le montant des provisions pour risques et autres provisions liées à l'activité.

Principes généraux de consolidation

- Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.Ceram a, directement ou indirectement, le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles afin de maîtriser leur activité sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

I.Ceram SRO, I.Ceram PT, I.Ceram U.F. et Limousine de Brevet, filiales du groupe, sont donc intégrées globalement.

Les comptes des sociétés dans lesquelles I.Ceram a, directement ou indirectement, une influence notable dans le capital social sont consolidés selon la méthode de la mise en équivalence (I.Ceram South Africa, Addidream et Dussartre).

- Date de clôture des comptes annuels.

La société I.Ceram et ses filiales clôturent leurs comptes au 31 décembre.

Principes comptables appliqués

1. Méthode de conversion

Les résultats des sociétés étrangères hors zone Euro sont convertis au cours de clôture de la période concernée ; les comptes de bilan sont convertis au cours de clôture de la période concernée, à l'exception des capitaux propres qui sont convertis au cours historique. Les écarts de conversion sont présentés en capitaux propres.

2. Méthodes préférentielles

Les méthodes préférentielles appliquées sont :

- Le retraitement des contrats de location financement :
 - o par l'activation des immobilisations concernées,
 - o la constatation de la dette liée aux immobilisations concernées,
- La comptabilisation des écarts de conversion actif et passif en charges et produits de la période.

3. Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires correspondent à la part des tiers dans les capitaux propres et le résultat de chaque société consolidée.

Lorsque la part revenant aux intérêts minoritaires dans les capitaux propres d'une entreprise consolidée devient négative, l'excédent ainsi que les pertes ultérieures imputables aux intérêts minoritaires sont supportés par le Groupe.

Les filiales I.Ceram PT et I.Ceram U.F. étant détenues à 100% par le groupe, aucun intérêt minoritaire est comptabilisé dans les états financiers au 30 juin 2020.

Les sociétés Limousine de Brevet et I.Ceram SRO étant détenues à 95%, des intérêts minoritaires sont pris en compte dans les états financiers au 30 juin 2020.

4. Ecart d'acquisition

Lors de l'achat de 95% des parts de la société Limousine de Brevet, un écart d'acquisition a été constaté pour un montant de 177 184 € ; compte tenu de l'activité de la société Limousine de Brevet, limitée à la simple possession du brevet de céramique d'alumine poreuse, déposé auprès de l'INPI, cet écart d'acquisition a été affecté à l'actif consolidé dans la rubrique « brevets » et a fait l'objet d'un amortissement sur 7 ans. La dotation aux amortissements comptabilisée au 30 juin 2020 s'est élevée à 12 656 €.

Le fonds de commerce racheté à l'origine à la société MIL auprès du tribunal de commerce pour 10 000 € a été reclassé en écart d'acquisition et amorti pour sa totalité.

5. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent :

- les logiciels,
- les marques EPB et I.CERAM,

Les logiciels sont amortis sur 1 à 3 années.

La marque EPB (embout protecteur de broche) a fait l'objet d'une provision totale à 200 000 € ; en effet, le développement d'un nouveau produit (embout protecteur de broche à méplats), qui sera commercialisé sous une nouvelle marque, conduira à terme à la disparition de cette marque.

Les coûts de développement ne sont pas activés et sont comptabilisés en charges ; corrélativement, les crédits d'impôts recherche reçus au titre des dépenses engagées par le groupe sont comptabilisés en produits d'exploitation.

6. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition) ou à leur coût de production. Les intérêts des emprunts nécessaires à l'acquisition de ces immobilisations ne sont pas pris en compte dans la détermination du coût d'acquisition.

Le Groupe applique la méthode préférentielle du règlement CRC 99-02 modifié relative à la capitalisation des contrats de crédit-bail qualifiés de location financement. Les contrats de location financement sont retraités selon les critères suivants :

- La charge financière, si elle n'est pas stipulée au contrat, est calculée en appliquant un taux d'intérêt constant sur la durée du contrat,
- Les redevances enregistrées dans les comptes individuels sont annulées par la contrepartie d'une charge financière et d'un remboursement progressif de l'emprunt,
- Les biens concernés sont amortis selon les principes comptables du Groupe,
- Les biens sont immobilisés selon la valeur stipulée au contrat.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- | | |
|--|------------|
| - Matériels et outillages industriels | 2 à 5 ans |
| - Installations générales et agencements | 5 à 10 ans |
| - Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| - Matériels de bureau | 3 à 10 ans |
| - Mobilier | 5 à 10 ans |

Dépréciation des actifs :

Les immobilisations doivent être soumises à des tests de perte de valeur dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Pour apprécier la présence d'un indice de perte de valeur, l'entreprise considère les indices externes et internes suivants :

Indices externes :

- Une diminution de la valeur de marché de l'actif (de façon plus importante que du seul effet attendu du passage du temps ou de l'utilisation normale de l'actif),
- Des changements importants, ayant un effet négatif sur l'entité, intervenus au cours de l'exercice ou dans un proche avenir, dans l'environnement technique, économique ou juridique ou sur le marché dans lequel l'entreprise opère ou auquel l'actif est dévolu,
- Les changements normatifs.

Indices internes :

- Existence d'un indice d'obsolescence ou dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement,
- Des changements importants dans le mode d'utilisation de l'actif,
- Des performances de l'actif inférieures aux prévisions,
- Une baisse sensible du niveau des flux futurs de trésorerie générés par la société.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est alors effectué : la valeur nette comptable de l'actif immobilisé est comparée à sa valeur actuelle.

Ces tests ont démontrés que les ancillaires présents dans les immobilisations en-cours depuis 3 ans doivent être dépréciés à hauteur de 25 %. Une dépréciation complémentaire de 25 % par an sera effectuée par année de présence dans les immobilisations en-cours jusqu'à atteindre une dépréciation de 100 %.

7. Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées principalement de comptes courants des sociétés intégrés en équivalence et de dépôts de garantie.

8. Stocks

Les stocks de matières premières sont évalués au coût d'achat.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant :

- les consommations,
- les charges directes et indirectes de production,
- les amortissements des biens concourant à la production.

Les en-cours de production sont évalués en fonction du stade d'achèvement à la date d'inventaire.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes, selon que :

- la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus serait supérieure à la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente,
- des produits finis non vendus sont devenus obsolètes par rapport au marché,
- les produits ne sont plus autorisés sur le marché,
- les possibilités de vente des produits finis ou des marchandises, ou que les possibilités de consommation des matières premières sont devenues faibles.

Les impacts liés à d'éventuels dépassements de dates de péremption sont considérés après étude comme marginaux en termes de risque de dépréciation, la plupart de ces produits pouvant être remis dans le circuit de production et le circuit de commercialisation.

9. Créances clients

Les créances clients sont constatées lors de la déclaration d'utilisation par les chirurgiens ou lors du transfert de propriété (cf § 15 – chiffre d'affaires).

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale. Elles sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu. Les provisions pour dépréciation éventuelles sont déterminées par comparaison entre la valeur de la créance et la valeur probable de réalisation.

10. Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges correspondent à :

- Des passifs dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise,
- Des passifs liés à une obligation de l'entreprise à l'égard de tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

11. Provisions hors bilan pour indemnités de départ en retraite et engagements similaires

Les montants des paiements futurs correspondant aux avantages accordés aux salariés sont évalués selon une méthode actuarielle, en prenant des hypothèses concernant l'évolution des salaires, l'âge de départ à la retraite, la mortalité, puis ces évaluations sont ramenées à leur valeur actuelle. Ces engagements hors bilan s'élevaient au 30 juin 2020 à 19 285 €.

La dette actuarielle est déterminée à partir des paramètres généraux suivants :

- o Année de calcul : 2020
- o Taux d'actualisation : 1,57 %
- o Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- o Initiative du départ : Le départ intervient à l'initiative du salarié à l'âge de 62 ans
- o Convention collective : Métallurgie
- o Table de mortalité : TPRV 93

Le salarié qui partira en retraite, de son initiative ou de celle de l'employeur à un âge égal ou supérieur à 62 ans, recevra une indemnité de départ à la retraite dont le taux et les modalités sont fixés comme suit (application de la convention collective de la Métallurgie) :

- 1/10ème de mois par année d'ancienneté de 2 à 10 ans
- 1 mois 1/2 après 10 ans
- 2 mois après 15 ans
- 2 mois 1/2 après 20 ans
- 3 mois après 25 ans
- 3 mois 1/2 après 30 ans
- 4 mois après 35 ans

Il n'est pas tenu compte de la présence postérieure au 62^{ème} anniversaire.

Les engagements liés aux salariés des filiales ne sont pas évalués en l'absence de salariés dans ces sociétés.

12. Emprunts

Les emprunts sont valorisés à leur valeur nominale. Les frais d'émission des emprunts sont immédiatement pris en charge.

13. Avances conditionnées et avances remboursables accordées par des organismes publics

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement est conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « avances conditionnées » en autres fonds propres.

Les avances reçues d'organismes publics pour le financement des activités de recherche de la société dont le remboursement n'est pas conditionnel sont présentées au passif sous la rubrique « dettes financières diverses ».

14. Résultat courant - Résultat exceptionnel

Le résultat courant enregistre les produits et charges relatifs à l'activité courante du groupe consolidé.

Les éléments exceptionnels hors activités ordinaires constituent le résultat exceptionnel.

15. Chiffre d'affaires

En règle générale, les produits sont mis en prêt sur une période maximale de 30 jours auprès de clients occasionnels alors que pour les clients réguliers ils sont mis en dépôts permanent.

Les clients utiliseront, à l'intérieur des « kits » mis à disposition, les produits adaptés à l'opération envisagée.

Seuls les produits commandés ou effectivement implantés sur les patients sont facturés sur la base de la déclaration d'utilisation faite par le client.

Un inventaire pour contrôle des stocks en dépôt est effectué de façon périodique. L'écart constaté lui est facturé.

Le chiffre d'affaires se décompose par :

1. Les « ventes de marchandises » correspondent à la vente d'implants orthopédiques de négoce auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire.
2. La « Production vendue de biens » correspond à la vente d'implants orthopédiques vendus sous la marque I.Ceram auprès de chirurgiens exerçant en bloc opératoire, d'instruments chirurgicaux fabriqués par Dussartre, et d'instruments ou d'implants médicaux en 3D fabriqués par Addidream.
3. La « Production vendue de services » est principalement constituée de prestations liées à des commissions sur le chiffre d'affaire de négoce non facturées en direct par la société ainsi que de réparations d'instruments chirurgicaux.

16. Subventions reçues

Les subventions reçues sont enregistrées dès que la créance correspondante devient certaine, compte tenu des conditions posées à l'octroi de la subvention.

Les subventions d'exploitation sont enregistrées en produits courants.

17. Dépenses de recherche et développement

Le groupe I.CERAM a fait le choix de comptabiliser l'ensemble des dépenses de recherche et développement en charges dès lors qu'elles font l'objet de demande de crédits d'impôt recherche.

Le montant des coûts de développement inscrits en charges se sont élevés à plus de 1 150 K€ en 2019 (montant des dépenses ayant servi de base au calcul des crédits d'impôts). Cette base a servi de provision pour 2020.

18. Crédit d'impôt recherche

Les entreprises industrielles et commerciales imposées selon le régime réel qui effectuent des dépenses de recherche peuvent bénéficier d'un crédit d'impôt recherche (CIR).

Le CIR est calculé par année civile et s'impute, le cas échéant, sur l'impôt sur les sociétés dû par l'entreprise.

Le CIR afférent au 30 juin 2020 a été comptabilisé pour un montant de 130 300 €.

Cependant le compte de résultat fait apparaître un montant de 141 454 €. La différence résulte d'un complément sur l'année 2018 pour 11 155 €.

L'entreprise, ne payant actuellement aucun impôt sur les sociétés, demande le remboursement du CIR.

19. Impôt sur les résultats

Les impôts sur les résultats regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés

Lorsqu'un impôt est dû ou à recevoir et que son règlement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, il est qualifié d'exigible, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices. Il figure selon le cas au passif ou à l'actif du bilan.

Les opérations réalisées par l'entreprise peuvent avoir des conséquences fiscales positives ou négatives autres que celles prises en considération pour le calcul de l'impôt exigible. Il en résulte des actifs ou passifs d'impôt qui sont qualifiés de différés.

Le Groupe utilise la méthode du report variable selon laquelle les impôts différés sont calculés en appliquant les taux d'imposition votés à la date de clôture de l'exercice qui seront en vigueur à la date à laquelle ces différences se renverseront.

Les impôts différés ont été retenus sur une base nette par entité fiscale. Aucun impôt différé actif n'est calculé si la situation fiscale de la société ne permet pas d'envisager une imputation possible de ces impôts. Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Etablissement de la preuve d'impôt

La preuve d'impôt correspond au rapprochement entre la charge d'impôt total comptabilisée dans le résultat et la charge d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat comptable avant impôt le taux applicable à l'entreprise consolidante sur la base des textes fiscaux en vigueur.

20. Elimination des comptes et transactions réciproques

Les soldes et les transactions intra groupe ainsi que les pertes et profits résultant de transactions intra groupe sont éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés.

2. PRESENTATION DU GROUPE

Le groupe comprend les sociétés suivantes :

- **I.Ceram** : société installée à Limoges et ayant pour objet la fabrication et distribution d'appareils médico-chirurgicaux
- **I.Ceram SRO** : filiale installée en République Tchèque et détenue à 95% par I.Ceram. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram sur le territoire tchèque.
- **I.Ceram PT** : filiale installée au Portugal, créée en mai 2016 et détenue à 100% par I.Ceram. Cette société a pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram sur le territoire portugais.
- **I.Ceram UF** : filiale installée à Limoges, créée en juillet 2016 et détenue à 100% par I.Ceram. Cette société a pour objet de porter un projet de construction d'un nouvel ensemble immobilier. L'objectif est d'une part le renforcement des capacités industrielles, technologiques, sociétales et commerciales d'I.Ceram et d'autre part la volonté de faire de ce nouveau site une vitrine de sa qualité, sa rigueur et son savoir-faire au travers d'un showroom accueillant ses visiteurs.
- **LIMOUSINE DE BREVETS** : société installée à Limoges, détenue à 95% par I.Ceram et ayant pour objet la recherche, la réalisation d'études et l'exploitation de brevets dans le domaine de la prothèse céramique. Cette société est entrée dans le périmètre le 19 décembre 2014.
- **ADDIDREAM** : société installée à Limoges, détenue à 49% par I.Ceram et ayant pour objet la conception et la fabrication par impression 3D d'instruments et d'implants d'essais pour le domaine médical en général et pour le domaine de l'orthopédie en particulier. La société est une SAS au capital de 336 000€, créée le 5 décembre 2017, enregistrée sous le n° 833 772 445 auprès du tribunal de commerce de Limoges.
- **I.Ceram SOUTH AFRICA** : société de droit sud africain, installée à Bloemfontein, détenue à 33,33% par I.Ceram et ayant pour objet la commercialisation des produits de la société I.Ceram, sur le territoire de l'Afrique du Sud. Cette société est enregistrée sous le n°2016 / 404980 / 07 auprès de la Commission des sociétés et de la propriété intellectuelle d'Afrique du Sud à Prétoria.
- **DUSSARTRE** : société détenue à 41,18% par I.Ceram et ayant pour objet la fabrication et la réparation d'instruments chirurgicaux dans tous les domaines de la santé. La société est une SAS au capital de 17 000 €, créée le 31 janvier 2018, enregistrée sous le n° 835 036 120 auprès du tribunal de commerce de Limoges.

3. EVENEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PERIODE

AU COURS DE L'EXERCICE

Obtention du PGE :

La société a obtenu le prêt PGE pour un montant de 405 627 €.

Eléments relatifs à l'exploitation :

La société poursuit ses activités en matière de recherche et développement de nouveaux produits.

La société a continué les travaux de recherches entrepris sur de nouvelles technologies et produits, avec le concours d'un comité scientifique. Il est composé de chirurgiens et de spécialistes issus des établissements de santé publics ou privés et d'universitaires.

La société a obtenu le renouvellement de la norme ISO 14001 pour le système de management environnemental.

Procédure judiciaire :

A l'exception d'un contentieux prud'homale, il n'existe pas à ce jour, à la connaissance des dirigeants de la société I.Ceram, d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage qui pourrait avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la Société.

FAITS POSTERIEURS AU 30 JUIN 2020

Néant

4. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Au 30 juin 2020, le périmètre de consolidation du Groupe I.CERAM, comprend cinq sociétés consolidées par intégration globale et trois sociétés consolidées par mise en équivalence.

4.1. Périmètre de consolidation

Société	Adresse	N° de SIRET	2019	2020	Méthode de consolidation
I.CERAM	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	487 597 569 00028	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM SRO	Pobrezni 3, 186 00 Praha 8 - Karlin, CZ	61465631	95%	95%	Intégration Globale
I.CERAM PT	1203 Avenida da Boavista, 6ème étage- salle 607, 4100-130 Porto, Portugal	513 955 798	100%	100%	Intégration Globale
I.CERAM U.F.	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	821 592 516 00016	100%	100%	Intégration Globale
LIMOUSINE DE BREVET	1, rue Columbia 87000 LIMOGES	480 577 345 00014	95%	95%	Intégration Globale
ADDIDREAM	4, rue Albrecht Zone Nord 87280 LIMOGES	833 772 445 00015	49%	49%	Mise en équivalence
I.CERAM SOUTH AFRICA	PO BOX 43496, Heuwelsig, Free State 9332	2016 / 404980 / 07	33,1/3%	33,1/3%	Mise en équivalence
DUSSARTRE	Les Allois – 87400 LA GENEYTOUSE	835 036 120 00011	41,18%	41,18%	Mise en équivalence

4.2. Mouvement de l'exercice

Non applicable.

5. NOTES SUR LES COMPTES

Note 5.1 – Immobilisations

Etat des immobilisations

Présenté en Euros

Valeur brute des immobilisations	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecarts d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	179 883	0		0	179 883
Marques	500 000				500 000
Brevets	177 184	0			177 184
TOTAL	941 516	0		0	941 516
Constructions	133 260	4 521			137 780
Installations tech., matériel et outillage	4 133 074	17 782		0	4 150 857
Autres immobilisations corporelles	555 372	0		14 797	540 575
Immobilisations en cours	737 407	48 200		31 836	753 770
TOTAL	5 559 112	70 503		46 633	5 582 982
Participations	23 474			9 128	14 346
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières	414 979	225 453		222 077	418 354
TOTAL	438 452	225 453		231 204	432 700
TOTAL	6 939 080	295 955		277 837	6 957 198

Etat des amortissements et provisions

Présenté en Euros

	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Ecarts d'acquisition	10 000				10 000
Frais de recherche et développement	74 449				74 449
Logiciels	135 581	10 110		0	145 692
Marques	200 000				200 000
Brevets	126 559	12 656			139 215
TOTAL	546 590	22 766	0	0	569 356
Constructions	55 346	5 830			61 176
Installations tech., matériel et outillage	2 700 364	293 892		0	2 994 256
Autres immobilisations corporelles	271 594	40 551		8 607	303 539
Immobilisations en cours	67 840	23 377			91 216
TOTAL	3 095 145	363 649	0	8 607	3 450 187
Participations	0			0	0
Autres titres de participation					
Autres immobilisations financières					
TOTAL	0	0	0	0	0
TOTAL	3 641 734	386 415	0	8 607	4 019 543

Notes sur le tableau des immobilisations :

Les immobilisations en cours sont constituées d'ancillaires en cours de production et en attente de mise en dépôt ainsi que de versements effectués aux architectes dans le cadre du lancement du projet Usine du Futur 4.0.

Les autres immobilisations financières sont constituées de dépôts de garantie pour 14 619 €, de prêts au personnel pour 7 155 € et d'un compte « espèces » lié à la gestion d'un contrat de liquidité portant sur les titres d'I.Ceram pour 34 112 €, des différentes avances réalisées aux filiales mises en équivalence pour 376 814 €.

Note 5.2 – Analyse des créances et des dettes

Etat des échéances des créances et des dettes

Présenté en Euros

Etat des créances	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	396 580		396 580
Prêts	7 155		7 155
Autres immobilisations financières	14 619		14 619
Clients douteux ou litigieux	638	638	
Autres créances clients	331 428	331 428	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	2 546	2 546	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	0	0	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	160 691	160 691	
- TVA	156 572	156 572	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers	0	0	
Groupes et associés			
Débiteurs divers	251 047	251 047	
Charges constatées d'avance	96 626	96 626	
TOTAL	1 417 901	999 547	418 354
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice	7 695		
Prêts et avances consentis aux associés			

Etat des dettes	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	51 464	51 464		
- plus d'un an	1 478 829	332 216	1 146 614	
Emprunts et dettes financières divers	141 274	133 774	7 500	
Fournisseurs et comptes rattachés	829 026	829 026		
Personnel et comptes rattachés	198 483	198 483		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	196 062	196 062		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Etats, impôts et taxes recouvrables sur des tiers	4 466	4 466		
- Impôts sur les bénéfices	0	0		
- TVA	4 105	4 105		
- Obligations cautionnées	0	0		
- Autres impôts et taxes	21 400	21 400		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	81 774	81 774		
Groupes et associés	5 891	5 891		
Autres dettes	1 584	1 584		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	166 955	166 955		
0	3 181 314	2 027 201	1 154 114	0
Emprunts souscrits en cours d'exercice	405 627			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	47 951			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Note 5.3 - Trésorerie et disponibilités

Le poste trésorerie et disponibilités se décompose comme suit :

Trésorerie et disponibilités

En euros	juin-20	2019
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	722 898	124 944
Trésorerie active brute au bilan	722 898	124 944
Concours Bancaires Courants	-51 464	0
Trésorerie passive brute au bilan	-51 464	0
Total trésorerie nette	671 434	124 944

Note 5.4 – Détail des comptes de régularisation actif

Les comptes de régularisation actifs sont exclusivement constitués de charges constatées d'avances pour un montant de 96 626 €

Note 5.5 – Capital

Le capital du groupe I.CERAM au 30 juin 2020 se décompose ainsi :

5 909 143 actions d'une valeur nominale de 0.10 €, soit un capital de 590 914.30 €.

Investissement Développement détient 3 106 070 actions d'I.Ceram, soit 52.56 %.

Capital

Présenté en Euros

	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat consolidé	TOTAL
Au 31 décembre 2019	590 914	6 725 074	-446 158	-2 764 066	4 105 765
Résultat 2019		-2 805 127	41 061	2 764 066	0
Mouvement sur réserves consolidés			20 007		20 007
Augmentation de capital	0	0			0
Résultat 2020				-887 189	-887 189
Au 30 juin 2020	590 914	3 919 948	-385 090	-887 189	3 238 583

Note 5.6 – Autres fonds propres

Les autres fonds propres à hauteur de 25 K€ sont entièrement constitués d'avances conditionnées remboursables octroyées en juillet 2015 par le Conseil Régional Nouvelle Aquitaine pour accompagner le développement commercial à l'international de la société.

Note 5.7 – Provisions

Les provisions couvrent les dépréciations ou risques suivants :

Etat des provisions

Présenté en Euros

Valeur des provisions	Début d'exercice	Augmentation	Reclassement	Diminution	Fin d'exercice
Amortissements dérogatoires					
Dont majoration exceptionnelles de 30%					
Sur sociétés mises en équivalence	52 611	43 245			95 855
Provisions	4 407				4 407
Sur immobilisations	404 399	36 033			440 432
Sur stock et en-cours	223 954	61 125			285 079
Sur clients et comptes rattachés	604				604
Autres dépréciations					
TOTAL	685 976	140 402	0	0	826 378

Note 5.8 – Analyse du chiffre d'affaires

Analyse du chiffre d'affaires

En euros	juin-20	2019
Ventes produits finis	659 828	1 515 742
- France	545 346	1 244 335
- Export	114 482	271 407
Ventes marchandises	8 584	41 277
- France	4 199	15 474
- Export	4 385	25 803
Ventes services	21 889	66 647
- France	21 889	66 647
- Export	0	0
Total	690 301	1 623 667

Note 5.9 – Analyse des dotations aux amortissements et provisions d’exploitation

En euros	juin-20	2019
Dotations aux amortissements immobilisations	350 383	705 873
Dotations aux provisions sur actif immobilisé	36 033	102 756
Dotations aux provisions pour risques et charges	0	0
Dotations aux provisions sur stock	61 125	38 816
Total	447 540	847 445

Note 5.10 – Analyse du résultat financier

Le poste résultat financier se décompose ainsi :

En euros	juin-20	2019
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 870	3 351
Différences positives de change	15	200
Produits nets sur cession de VMP	13 375	0
Produits financiers	16 260	3 551
Intérêts et charges assimilées	36 242	154 285
Provisions pour dépréciation des titres de placement	139 336	0
Produits financiers	175 578	154 285
Résultat Financier	-159 317	-150 734

Note 5.11 – Analyse du résultat exceptionnel

En euros	juin-20	2019
Produit exceptionnels sur opérations de gestion	0	0
Autres produits exceptionnels sur opération en capital	88 838	114 552
Reprises provisions, transferts charges	0	24 357
Produits exceptionnels	88 838	138 909
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	4 685	2 640
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	6 190	36 959
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	0	4 407
Charges exceptionnelles	10 875	44 006
Résultat exceptionnel	77 963	94 903

Le poste résultat exceptionnel s’analyse comme suit :

- Le résultat exceptionnel est composé principalement :
 - Des produits liés à une subvention d’investissement pour 85 591 €
 - Des charges exceptionnelles sur opération de gestion pour 4 595 €

- Des pertes sur ces cessions d'immobilisations corporelles pour 3 033 €.

Note 5.12 – Impôts différés et Impôts sur le résultat

Charge d'impôt au compte de résultat

La charge d'impôt s'analyse comme suit :

En euros	juin-20	2019
Impôts exigibles	0	1 825
Impôts différés	24 769	18 063
Charges (produits) d'impôt	24 769	19 888

Au 31 décembre 2019, ces déficits reportables s'élevent à 13 740 K€. Ceux-ci n'ont donné lieu à aucune activation d'impôt différé.

La preuve d'impôt de la période se présente comme suit :

En euros	juin-20	2019
Résultat net consolidé des sociétés intégrées	-887 189	-2 764 066
+ Charges (Produits d'impôt)	0	-1 825
Résultat net consolidé avant impôt	-887 189	-2 762 241
Charge d'impôt théorique à 33,1/3 %	0	-1 825
Impact des différences fiscales permanentes	24 769	18 063
Effet de l'imputation de bénéfiques sur déficits sans IDA		
Effet des pertes reportables non activées		
Crédits d'impôts et impôts forfaitaires		
Divers		
Charge d'impôt effective	-24 769	-19 888
Taux d'impôt effectif	-2,79%	-0,72%

Note 5.13 – Effectif

Effectif total moyen des salariés permanents :

	juin-20	2019
- Cadres	9	12
- Agents de maîtrise et techniciens	2	2
- Employés	9	11
- Ouvriers	16	15
TOTAL	36	40

Les effectifs correspondent à des équivalents temps plein sur l'exercice.

Note 5.14 – Rémunération des organes de direction

La rémunération des dirigeants versée par la société et/ou par ses filiales consolidées en intégration globale s'élève à un total de 77,9 K€.

Note 5.15 – Rémunération des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice 2020 sont provisionnés à 19,9 K€.

Aucun honoraire n'a été facturé au titre des conseils et prestations de services.

Note 5.16 - Analyse des Risques

Risque de taux :

La dette financière du Groupe a été souscrite intégralement à taux fixe. Il n'est donc pas exposé à un risque d'évolution des taux d'intérêt.

Risque de change :

Le Groupe exerce une partie de son activité à l'international ; cette activité est facturée majoritairement en euro et n'est pas susceptible d'être exposée à un risque de change significatif.

Note 5.17 – Engagements hors bilan

Engagements financiers	
Présenté en Euros	
ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Crédit bail mobilier Avals et cautions Nantissement du fonds de commerce Autres engagements donnés	1 852 656
TOTAL	1 852 656
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	1 852 656

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés

Présenté en Euros

ENGAGEMENTS	juin-20	2019
Pensions et indemnités assimilées		
Compléments de retraite pour personnel en activité		
Compléments de retraite et indemnités assimilées pour personnel à la retraite		
Indemnités de départ à la retraite et autres indemnités pour personnel en activité	19 285	17 286
TOTAL	19 285	17 286

Note 5.18 – Parties liées

Présenté en Euros

31/12/19			INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES			
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			270 062
COMPTES COURANTS ASSOCIES			
TOTAL	0	0	270 062

31/12/20			INVESTISSEMENT DEVELOPPEMENT
COMPTES COURANTS BLOQUES			
AVANCES (CONVENTION TRESORERIE)			242 902
COMPTES COURANTS ASSOCIES			
TOTAL	0	0	242 902